



Service : Techniques
JNV/CPT/MM/AA
N°AR-2023-076

République Française
Département du Nord

Ville de Marly

ARRÊTÉ DU MAIRE

Objet : STATIONNEMENT INTERDIT POUR EMMÉNAGEMENT AU 176 AVENUE HENRI BARBUSSE - 59770 MARLY

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale notamment son article L 2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le code de la route, notamment ses articles R 417-6, R 417-9, R 417-10, R 417-11 et L325-1 à L.325-13

Vu le code pénal, notamment son article R 610-5

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 24 novembre 1967 dans sa version consolidée au 04 septembre 2008,

Considérant la demande de Monsieur BREUVART visant à obtenir une autorisation de stationnement sur le domaine public communal le samedi 1^{er} avril 2023 au 176 avenue Henri Barbusse - 59770 MARLY, pour cause d'emménagement.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité nécessaires et réglementer le stationnement pour faciliter l'emménagement.

ARRÊTE

Article 1 : Le stationnement des véhicules sera interdit devant les n° 174 et 176 avenue Henri Barbusse - 59770 MARLY, pour permettre le stationnement de véhicules, pour l'emménagement de Monsieur BREUVART - 176 avenue Henri Barbusse - 59770 MARLY le 1^{er} avril 2023.

Article 2 : Cette interdiction sera matérialisée par la pose de panneaux de type BK6a1.

Article 3 : Le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public aura durant cette période un emplacement exclusivement réservé pour le stationnement de véhicules **pour l'emménagement de Monsieur BREUVART, 176 avenue Henri Barbusse - 59770 MARLY** et s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à la sécurité des piétons et usagers de la route. Les piétons seront invités à emprunter le trottoir opposé si l'occupation du trottoir est concernée. Cette restriction sera matérialisée par la pose de panneaux de type JH.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée, le ou les véhicules contrevenants éventuellement aux présentes prescriptions seront verbalisés et leurs véhicules mis en fourrière aux frais du propriétaire conformément au Code de la route.

Article 5 : Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux véhicules de police, de gendarmerie, de secours et lutte contre l'incendie.

Article 6 : Les panneaux réglementaires seront fournis et mis en place par **la ville de MARLY**. La signalisation temporaire modifiant le stationnement des véhicules sera mise en place de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur, notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière. (Livre 1 -8ème partie : signalisation temporaire). **Les panneaux de signalisation devront être ramenés aux Services Techniques maximum trois jours après ladite autorisation.**

Article 7 : La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet de contestation auprès du Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 9 : L'arrêté sera affiché sur place. L'ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Chef de District de Valenciennes, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Valenciennes, Monsieur le Commandant chef du corps des Sapeurs-pompiers de Valenciennes, **Monsieur BREUVART**, Valenciennes Métropole, SUEZ RV Valenciennes, la Police de Proximité de Marly, la Police Municipale de Marly, le secrétariat général, les Services Techniques chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Certifié exécutoire par le Maire
Compte tenu de sa réception en Sous-préfecture le
.....et de la publication le

Fait à Marly, le 27/03/2023

Pour le Maire

L'Adjointe Déléguée

C. PLATEEL-THUIN

